

Des grands-parents trop permissifs pour leurs petits-enfants

page 4

la tribune

Forum

Éditorial p. 2
Informations internationales p. 3
De tous et de tous p. 5

L'avenir du Québec avec l'Accord constitutionnel

Un ghetto à la place d'une société distincte

... estime le Canadian Parents for French

par Guy TAILLEFER
OTTAWA (PC) — Certaines insuffisances contenues dans l'Accord constitutionnel de 1987 risquent d'isoler linguistiquement le Québec et d'en faire non pas une société distincte, mais plutôt un ghetto au sein duquel le projet séparatiste pourra retrouver l'importance qu'il a perdue.

Telle est l'opinion exprimée hier devant le comité mixte sur l'Accord constitutionnel par Mme Susan Purdy, présidente de Canadian Parents for French (CPF), une association vouée à la promotion de l'enseignement du français à l'extérieur du Québec.

Le CPF se dit particulièrement inquiet du fait que le gouvernement fédéral et les provinces anglophones ne sont tenus, en vertu de l'accord, que de protéger la double nature linguistique du Canada, sans avoir à en faire la promotion.

"Cette limitation ne fait que préserver le statu quo à l'extérieur du Québec, ce qui est absolument inacceptable", a déclaré Mme Purdy.

La position du CPF rejoint à ce chapitre celle défendue la veille devant le comité mixte par la Fédération des francophones hors Québec, qui a prédit la disparition pure et simple d'ici l'an 2050 des francophones habitant au Canada anglais si l'Accord constitutionnel est adopté tel quel.

"Le fait de limiter, a fait valoir Mme Purdy, les responsabilités des provinces anglophones et d'Ottawa au maintien du statu quo pourrait très bien signifier l'interruption de tout progrès en matière d'apprentissage de la langue seconde — aucun nouveau programme d'immersion en français, aucune amélioration des programmes de base en langue française et la poursuite des

luttres frustrantes des parents pour une meilleure éducation en français pour leurs enfants."

L'organisation, basée à Ottawa, craint que l'affaiblissement des appuis gouvernementaux touchant la promotion du français au Canada n'incite les Québécois à ne plus compter que sur eux-mêmes et sur les autres pays francophones pour

se renouveler sur le plan culturel.

Une telle situation accroîtrait leur isolement et le risque de voir renaître le séparatisme. En revanche, le fait de mettre l'accent sur l'apprentissage du français à l'extérieur du Québec aurait vraisemblablement pour conséquence une plus grande compréhension entre le Québec et le reste du pays."

Selon le Canada West Foundation

Pour l'Ouest, le coût politique est prohibitif

OTTAWA (PC) — Le Canada West Foundation juge prohibitif pour l'Ouest canadien le coût politique de l'entente du lac Meech et la réintégration du Québec dans la constitution.

Hier, devant le comité mixte qui examine à Ottawa l'Accord constitutionnel de 1987, le président de la fondation, le Dr David Elton, a estimé que la reconnaissance du Québec à titre de société distincte constituait l'un des acquis les plus importants et les plus constructifs de la nouvelle entente.

Cela dit, M. Elton craint que cet acquis ne porte ombrage aux efforts de l'Ouest pour se tailler une place politique plus grande au Canada.

Il trouve particulièrement inacceptables les dispositions promettant aux provinces un rôle dans la nomination des sénateurs. Ces dispositions sont le "talon d'Achille de l'accord du lac Meech", a déclaré M. Elton, dont la virulence des critiques à ce chapitre lui ont valu d'être poliment réprimandé par certains membres du comité mixte.

dont le libéral Bob Kaplan et le conservateur Léo Duguay.

"L'exclusion du Québec de l'Accord constitutionnel de 1982, a lancé le Dr Elton, a donné à l'appareil politique canadien une très mauvaise grippe, mais les plus récentes résolutions sur le Sénat sont l'équivalent politique du virus du SIDA: une maladie dont les symptômes sont au départ inoffensifs mais qui devient progressivement un mal débilitant, incurable et inévitablement fatal."

M. Elton tient absolument à ce qu'un projet de réforme du Sénat, prévoyant l'élection de ses membres au suffrage universel, soit rattaché à l'entente constitutionnelle, "et non pas reporté à un nébuleux avenir".

"Ce fut un malheur et peut-être une erreur majeure de procéder aux changements constitutionnels de 1982 sans faire droit aux préoccupations québécoises.

"Mais ce serait une sottise encore plus grande que de répéter l'erreur et de soumettre à la même négligence les problèmes de l'Ouest et des provinces plus petites", a déclaré M. Elton.

Le ministre Bourbeau dépose son projet à l'automne

Une loi pour éviter les fortes hausses de taxes

QUEBEC (PC) — Le ministre des Affaires municipales André Bourbeau déposera à l'automne un projet de loi qui permettra de freiner les hausses brusques des comptes de taxes pour l'année financière 1988.

L'annonce de cette pièce législative a été faite hier à l'issue des assises Québec-Municipalités, tenues à Québec ces deux derniers jours et auxquelles participaient le ministre Bourbeau, le maire de Montréal, Jean Doré, le président de l'Union des municipalités du Québec, Jean Pelletier et le président de l'Union des municipalités régionales de comté, Roger Nicolet.

Au cours des assises, les participants en sont venus à un large consensus sur les mesures à adopter qui permettront de corriger les hausses brusques des comptes de taxes. Déjà, deux de ces mesures seront incluses dans le projet de loi, qui prévoit également de mettre en vigueur certaines dispositions relatives à la fiscalité et à l'aménagement des municipalités régionales de comté.

La première de ces mesures, l'étalement du compte de taxes, permet annuellement aux contribuables qui ont subi des hausses brusques de leur compte, de différer le paiement d'une partie de l'augmentation de ces comptes.

La seconde mesure, le plafonnement de l'évaluation foncière sera par ailleurs disponible aux municipalités qui auront connu des augmentations de l'évaluation foncière au-delà d'un certain seuil.

Un comité technique se penchera par ailleurs d'ici la fin septembre sur d'autres mesures qui pourraient également être adoptées.

Hier, le maire de Montréal,

comme tous les participants, s'est dit très satisfait de ces assises qui, a-t-il dit, "ont permis des échanges fructueux et très francs" et la décision du ministre Bourbeau.



Le ministre des Affaires municipales, André Bourbeau, (à droite), en compagnie de Roger Nicolet, préfet de l'UMRCQ et maire d'Austin, lors de la conférence de presse tenue hier à Québec.

VENTE FOYERAMA EATON

Linge de maison à prix budget Eaton! C'est le temps de faire provision

Literie nouvelle allure, blanc frais! Draps Texmade à bas prix!

- 1. Faits au Canada en coton et polyester. S'ajustent parfaitement; d'entretien facile, sans repassage. Blanc frais seulement. Une place, droit ou housse

9.99

Format	Ch.
Deux places, droit ou housse	11.99
Grand, droit ou housse	14.99
Taies, la paire	6.99

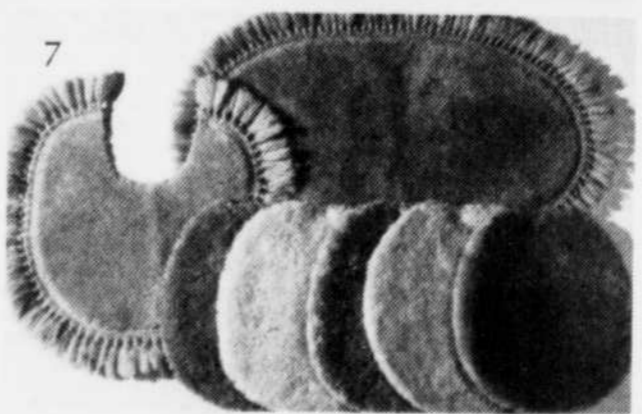
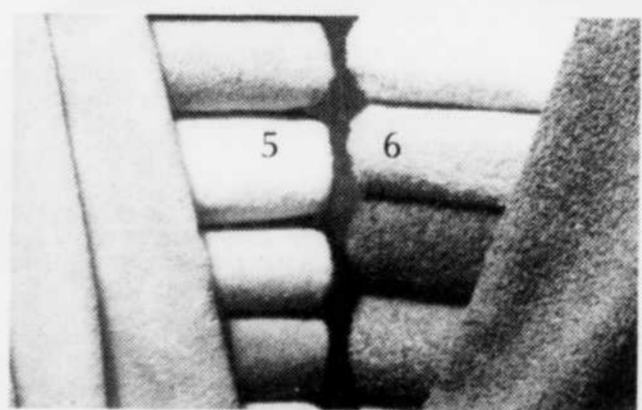
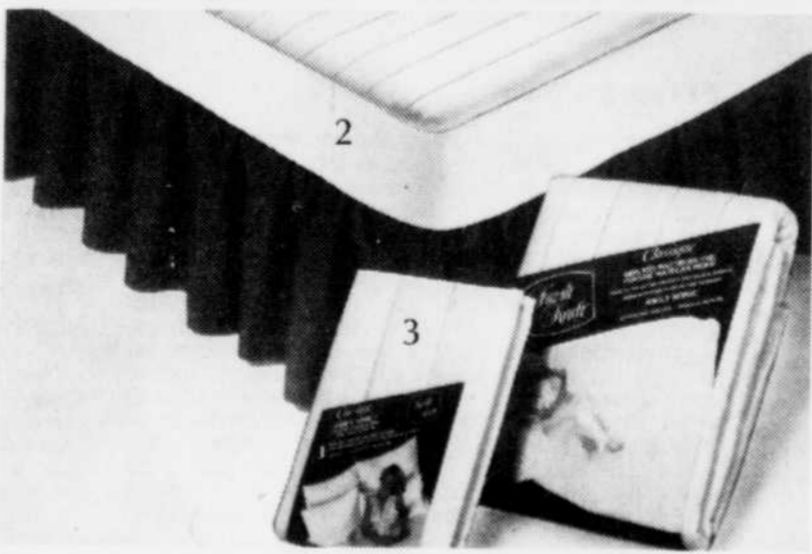
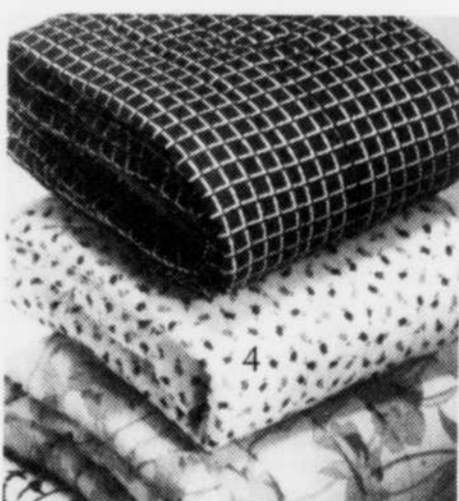
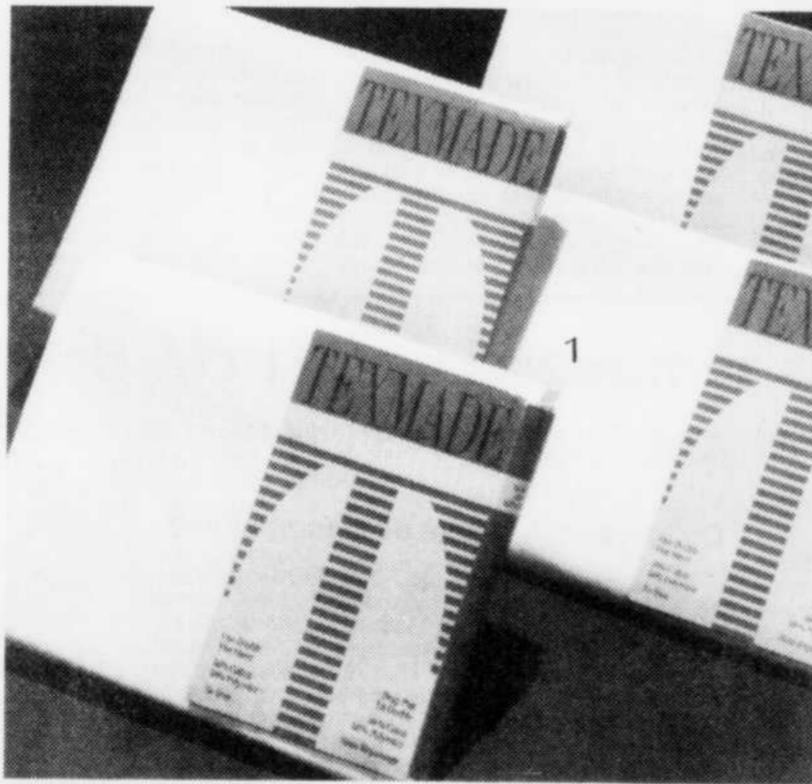
Couvre-matelas et housses d'oreillers "Classique"

- 2. Couvre-matelas en toile de coton et polyester sur le dessus et les côtés. Bourre de polyester liée; matelassé pour plus de résistance. Lavable et séchable en machine.

Format	Ch.
Une place	16.99
Deux places	20.99
Grand	23.99

- 3. Housses d'oreillers. A glissière, dessus matelassé.

Format standard	ch.	5.99
Grand format	ch.	6.99



C'est à ne pas manquer! Voici quelques exemples seulement des articles de literie et de salle de bains à prix budget. Plus de 60 pages d'aubaines pour toutes les pièces de la maison vous sont offertes!

Edrefons et oreillers de Imperial Feather

- 4. Bourre généreuse en polyester; recouvrement dans un choix d'imprimés, motifs floraux, teintes unies et motifs géométriques. Dessus en coton et polyester, envers en acétate et nylon brosse. Magazines tôt pour un meilleur choix. Achats en personne seulement.

Format	Ch.
Une place	23.97
Deux places	29.97
Grand	34.97

Serviettes Caldwell imparfaites

De légères imperfections ne devraient affecter en rien ni l'apparence ni l'usage de ces articles. Coton avec polyester tissé pour plus de résistance. Linteaux en bordure; extrémités ourlées.

- 5. "Tempest". Rasé sur une face, bouclé sur l'autre. Blanc, aigue-marine, pêche, pivoine ou vert brumeux.

Format	Ch.
De bain	5.49
Essuie-mains	3.49
Débarbouillette	1.49

- 6. "Accolade". Coton peigné, bouclé sur les deux faces. Aigue-marine, ivoire, tréfle, turquoise, azalée ou jonquille.

Ensembles de carpettes 3 pièces pour la salle de bains

- 7. Peluche de polyester, envers antidérapant. Couvre-abattant standard, carpettes découpée et oblongue. Pêche, rose fard, vert eau, bleu ou ton os. L'ens. 18.99



- 8. Oreiller "Soft One" pour un support moyen. Fibre creuse de polyester traitée au silicone. Recouvrement en coton et polyester, extrémités passepoilées.

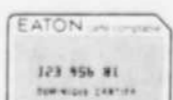
Format standard	ch.	11.99
Grand format	ch.	12.99

Eaton au Carrefour de l'Estrie. Rayon 936. Venez ou téléphonez: 563-9555



La vente Foyerama Eaton

Le cahier de 64 pages de la vente Foyerama. Vous pouvez vous en procurer une copie au magasin Eaton le plus près. En parcourant ces pages remplies d'articles de qualité vous aurez une foule d'idées pour renouveler votre décor.



Credit accepté avec la carte Eaton



Les cartes American Express, Visa, et MasterCard sont aussi acceptées pour les achats en personne.

EATON VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

Pas très rassurant

Selon un sondage publié en début de semaine, de plus en plus de Canadiens sont défavorables au libre-échange. Cette opposition croissante s'explique sûrement en partie par le fait que la population est tenue dans une quasi-obscurité sur le sujet; d'ailleurs le même sondage montre que la majorité des répondants ne saisissent pas bien tous les enjeux en cause. Lorsqu'on examine plus particulièrement le cas du Québec et qu'on voit comment le gouvernement Bourassa s'acquitte de sa responsabilité à cet égard, on comprend qu'il puisse y avoir beaucoup d'incertitude qui plane.

Le gouvernement Bourassa a convoqué une commission parlementaire sur le libre-échange pour le 15 septembre prochain. De par sa structure industrielle mais aussi à cause de sa spécificité socio-culturelle, le Québec est, avec l'Ontario, la province qui a à la fois le plus à gagner et le plus à perdre avec un accord de libre-échange. Il est entre autres extrêmement important pour notre province de mesurer l'impact d'une éventuelle libéralisation commerciale sur les secteurs manufacturier (textiles, produits synthétiques, etc.) et primaire (agriculture, pêcheries, forêt et mines) qui restent sans doute les plus fragiles au changement.

Sauf modification de dernière heure, les parlementaires qui siègeront à la Commission, les organisations syndicales et les représentants de l'industrie qui y sont invités n'auront pas autre chose à se mettre sous la dent qu'une série de statistiques dont quelques-unes sont même dépassées. En outre, les données sur l'agriculture et les industries culturelles seront pratiquement inexistantes.

Ou bien le gouvernement Bourassa ne s'est

pas donné la peine d'effectuer de véritables études d'impact et, dans ce cas, le chef de l'Opposition péquiste a bien raison d'affirmer qu'il a mal fait ses devoirs; ou bien il dispose de telles études mais tient à les garder secrètes, on ne peut voir pour quelle raison sinon qu'elles sont négatives. Dans les deux hypothèses, il est fautif.

Et il s'avère donc fort probable que les centrales syndicales et le patronat produiront devant la commission des documents plus étoffés que ceux dont disposera le gouvernement.

C'est difficilement justifiable. Bien qu'il ait fait connaître quelques restrictions au sujet du libre-échange, le premier ministre Bourassa appuie la démarche du gouvernement fédéral et a souvent laissé entendre que le Québec pourrait tirer de nets avantages d'une entente canado-américaine. Mais comment peut-il espérer que la commission parlementaire soit vraiment utile et éclairante pour la population si son gouvernement n'y présente pas des études sérieuses? D'autant plus que M. Bourassa lui-même ainsi que ses ministres directement concernés ne seront pas interrogés à titre de témoins et que le conseiller du gouvernement en la matière, M. Jake Warren, lui le sera à huis clos!

De la part d'une administration qui se fait forte de bien maîtriser les dossiers économiques, c'est très décevant. Et pour le public québécois qui pourra assister à ces audiences par le truchement de la télévision, on peut prévoir que l'exercice sera insatisfaisant et surtout pas très rassurant.

Roch Bilodeau

DOCUMENT

Hiroshima: tirer la leçon

par James Smith

HIROSHIMA (AP) — Quarante-deux ans plus tard, Tameto Uemori raconte une scène qui hante sa mémoire: le cadavre de sa mère, un filet de sang à la bouche, enveloppé d'un bras protecteur le corps de son bébé dans une rue d'Hiroshima, 24 heures après la bombe.

M. Uemori, qui a maintenant 88 ans, est l'un des 250 pensionnaires du Centre hospitalier des survivants de la bombe atomique d'Hiroshima, situé dans le quartier de Funairi Mutsumi-En à Hiroshima où la première bombe utilisée contre des êtres humains a explosé le 6 août 1945 à 8h15.

Tameto Uemori se trouvait ce jour-là à 20km du centre-ville et il pensa que l'éclair de lumière de Little Boy, comme les Américains avaient surnommé leur bombe, était une soudaine réflexion de la lumière sur une vitre de voiture, là où il se trouvait sur la route.

En tant que membre de la garde urbaine, il fut envoyé le jour suivant au coeur de la zone dévastée pour aider les victimes, près de ce qui est maintenant le Parc du Souvenir et de la Paix.

Environ 55.000 personnes se sont recueillies jeudi dans le Peace Memorial Park et ont observé un moment de silence à 8h15 précises. Des militants antinucléaires ont ensuite défilé dans les rues d'Hiroshima tandis que les parents des victimes rendaient hommage à leurs morts dans des lieux de culte.

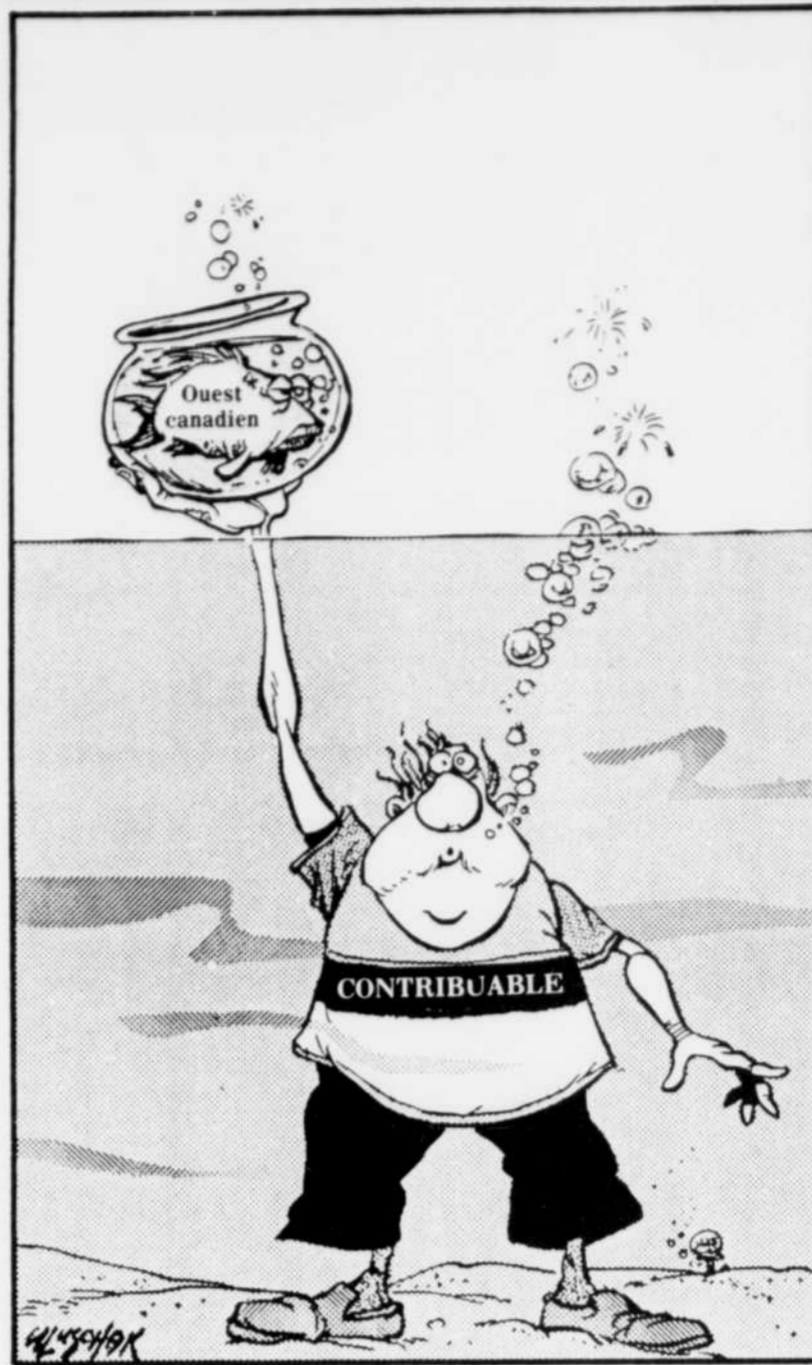
M. Uemori, un homme de petite taille, au visage souriant, a décrit mercredi à un visiteur les scènes de terreur dont il fut témoin pendant qu'il secourait des victimes et lorsqu'il partit à la recherche de son frère cadet, qui est mort: les cadavres à demi-calcinés, les vers qui trois jours plus tard grouillaient dans la bouche et le nez des morts éparpillés dans toute la ville; les victimes grièvement brûlées qui suppliaient qu'on leur donne à boire.

Se tourner vers l'avenir

"Il faisait chaud en cette journée d'été, aussi ai-je utilisé une ombrelle sous laquelle se réfugiaient les mouches pour échapper au soleil", a-t-il dit. M. Uemori, qui avait été un travailleur à temps partiel tout en travaillant dans une usine de fabrication de sauge au soja, était fier de sa force et de son endurance. Mais des années après la bombe, il souffre toujours d'une grande fatigue et de faiblesse, des symptômes courants chez les personnes irradiées.

Toutefois lorsqu'il le peut M. Uemori s'entretient avec des écoliers en visite et des groupes pour les droits civiques et raconte ce qu'il a vécu, sa terreur d'un monde futur sous le signe des armes nucléaires. "Nous devons arrêter cela maintenant, maintenant", insiste-t-il. "Tous les gens sont frères et soeurs et nous devons coopérer pour arrêter cela. Nous devons nous tourner vers l'avenir et tirer la leçon d'Hiroshima".

Selon des estimations actuelles, la bombe d'Hiroshima a fait 120.000 morts; celle de Nagasaki, six jours plus tard, environ 70.000 morts. Sur les 362.000 survivants japonais en juin 1986, près de la moitié vivent dans la région d'Hiroshima. Au centre hospitalier où réside M. Uemori, 20 pour cent des pensionnaires souffrent de troubles mentaux.



OPINION DES LECTEURS

Pas vengeance mais justice

Merci, M. Léo Paquet, pour votre article "Un vote en faveur des criminels". Il faut réaliser, nous les Canadiens, que nous sommes des machines à voter pour élire un premier ministre, mais lorsqu'il se présente une question grave comme la peine capitale, nous n'avons pas le droit au vote. Ça se passe entre eux, au gouvernement. Le "boss" dit: "je suis contre mais votez suivant votre conscience".

Leur but est de faire une nation d'assassins, nous vivons continuellement dans la crainte; pas eux car on paie pour leur protection. Vous direz: on peut exécuter un innocent. Drôle de jugement, ils sont légion les criminels bien identifiés. Vous direz aussi: Dieu ne le veut pas.

Alice Bélisle

Prévenir les feux de forêt

En juillet, nous avons eu une longue période très chaude et sèche. De plus, c'était un temps où bien des gens font du camping. Cependant, on ne nous a mentionné aucun feu de forêt durant cette période. Dire que chaque printemps, dès qu'il commence à faire beau, on nous mentionne des feux de forêt parfois très étendus qui causent des ravages pour des millions!

N'y a-t-il pas là un indice qu'à certaines périodes, bien des gens ne font pas attention, ne se soucient pas d'éviter les causes d'incendie. Moi-même dans le passé, j'ai dû à deux reprises aller éteindre des brasiers dangereux laissés ainsi,

une fois par des jeunes gens, une autre fois par un adulte un peu "rond" qui s'était explicitement moqué du danger.

Dans les années 1947, l'évêque de Hauterive avait publié une circulaire dans laquelle il exhortait ses diocésains à une grande prudence afin d'éviter les feux de forêt et il signalait en exemple un certain pays scandinave où les gens faisaient tellement attention qu'on aurait presque pu dire que chacun se considérait un peu comme un garde-feu.

Il serait bien souhaitable que tous les Canadiens agissent ainsi; tout le monde en bénéficierait.

Bruno Tourigny

Maux d'esprit

BAVASSERIES

Correspondance:

Brian Mulroney rappelle ses députés de vacances parce qu'il craint pour la sécurité du Canada. Je l'appuie totalement: c'est beaucoup plus rassurant pour la population de savoir que les seuls conservateurs qui restent au pays sont tous bien tranquilles à Ottawa.

Un fin observateur de la scène politique

M. le ministre Bouchard. J'ai souvent eu à traiter des cas d'obsession et de dramatisation excessive mais j'avoue n'avoir jamais connu de patient avec des visions de navires remplis de gens menaçants. J'émet l'hypothèse qu'il s'agit d'une représentation mentale des troupes du NPD naviguant allégrement vers les

rives du Parlement. Permettez-moi de vous prévenir que tous vos collègues conservateurs sont susceptibles de connaître les mêmes symptômes.

Docteur Guy Ritout disciple de Freud

P.S. Non, non, M. Bouchard, ne vous en faites pas, je suis bien de pure souche canadienne.

Plume Lencier

OPINION DES AUTRES

Les "khomeinystes"

Jeu de mots facile. Trop facile? Et formule simpliste? Risquons-la quand même: il n'est pas faux de dire que le péril "khomeinyste" (du nom de l'ayatollah Khomeiny, guide de la révolution iranienne) a remplacé pour l'Occident le péril communiste, représenté par Moscou.

L'affirmation est excessive. Pourtant, contre l'Occident et ses alliés se dresse une nouvelle opposition, entretenue par une haine à la fois politique et religieuse. Elle reçoit son expression la plus nette dans la guerre sainte menée par l'Iran aux forces définies par Khomeiny comme "sataniques".

La doctrine en honneur chez les mollahs de Téhéran dénonce des échanges déçus et des anges maudits dans tous les camps, aussi bien dans le camp russe que dans le camp de Washington.

Cette constatation n'est pas nouvelle. L'interminable guerre entre l'Iran et l'Irak trouve déjà une part

de son explication dans la volonté iranienne d'abaisser le pouvoir "impie" installé à Bagdad (...).

Des gestes d'intimidation, inspirés par Khomeiny, dirigés contre la France, les Etats-Unis et d'autres Etats, ont fait monter la tension dans le Golfe persique. Si bien que la navigation n'est plus sûre dans le Golfe et que, pour mieux garantir la libre circulation des pétroliers et porte-conteneurs, Français et Américains prennent leurs dispositions.

L'alerte à des effets immédiats sur les prix: augmentation d'un dollar du prix du baril de pétrole.

Quel rapport peut-il exister entre la fluctuation des prix du pétrole et le sanglant pèlerinage de La Mecque, qui a fait plus de 400 morts chez les fidèles? L'événement illustre la force explosive du fanatisme religieux.

L'Iran se défend contre l'Irak et les puissances alliées à son ennemi. Mais, en même temps, l'Iran atta-

que. Avant le pèlerinage à La Mecque, le mardi 25 juillet, rompant un long silence, l'ayatollah Khomeiny avait dit aux musulmans en route vers la ville sainte: "Dieu prépare le terrain pour la chute de l'Hérésie".

Et il avait demandé aux pèlerins de manifester contre les Etats-Unis. Rien d'étonnant à ce que les mollahs de Téhéran enveloppent dans la même réprobation aujourd'hui l'Arabie saoudite, alliée des Etats-Unis, et le Koweït, pour ne rien dire de la France, autre nation "satanique". (...)

L'URSS compte des minorités musulmanes. C'est sans doute pourquoi Moscou, en vue d'objectifs limités, a semblé chercher les moyens d'une action concertée dans le Golfe avec les Etats-Unis. Enclin à s'empêtrer facilement, l'administration Reagan a refusé ce concours.

Guy Cormier
La Presse

DOCUMENT

NDLR Le gouvernement fédéral publiait récemment un document sur le libre-échange intitulé "Les négociations commerciales, la clé de l'avenir". En voici des extraits.

Le maintien de notre prospérité dépend de l'expansion de notre commerce avec les Etats-Unis et nos autres partenaires dans le monde. Nous avons intensifié ces deux dernières années nos efforts de promotion des exportations aux Etats-Unis, dans les pays en bordure du Pacifique et au sein de la Communauté européenne. Notre stratégie commerciale vise à maintenir et à renforcer notre accès aux marchés extérieurs.

Dans cette perspective, le gouvernement du Canada poursuit activement la libéralisation du commerce dans le cadre des négociations multilatérales en cours entre les 93 pays membres de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Mais plus capital encore, il négocie avec les Etats-Unis une entente globale de libre-échange afin d'affirmer et de protéger notre relation commerciale bilatérale, la plus ample dans le monde. (...)

L'Honorable Pat Carney
Ministre du Commerce extérieur

Pourquoi des négociations avec les Etats-Unis?

Comme notre croissance économique et nos emplois dépendent très fortement du commerce, nous avons besoin d'un mégamarché pour nos exportations. Or, si nous n'avons jamais autant commercé avec les Etats-Unis, nous n'avons pas encore d'accès sûr au marché américain. Au contraire, le spectre du protectionnisme rôde le long de la frontière. Il nous faut un accord pour écarter l'ombre menaçante des restrictions commerciales.

Dans l'intérêt de nos producteurs, de nos industriels et de nos travailleurs, nous cherchons à élargir et à assurer notre accès aux 250 millions de consommateurs que compte l'énorme marché américain.

Les travailleurs canadiens ont tout à gagner d'un nouvel arrangement commercial avec les Etats-Unis. En effet, nos industriels auront ainsi la possibilité de se spécialiser davantage, de mettre en place des chaînes de production d'envergure mondiale et d'améliorer leur productivité. Par ailleurs, en devenant plus compétitifs aux Etats-Unis, nos exportateurs pourront accroître leurs ventes sur le marché mondial. Tout

cela aboutira à de nouveaux emplois et à des salaires plus élevés.

Pourquoi un accord particulier?

Tout accord que nous concluons avec les Etats-Unis sera entièrement conforme aux dispositions du GATT. Mais comme les négociations multilatérales que nous avons entreprises sous l'égide du GATT sont complexes et qu'elles s'échelonnent sur plusieurs années, nos deux pays ont décidé d'agir rapidement pour libéraliser et élargir leur commerce réciproque en concluant, aux termes de l'article XXIV du GATT, un accord particulier expressément conçu pour répondre aux besoins du plus ample commerce bilatéral au monde.

Y a-t-il des risques?

Toute transaction commerciale comporte des risques et les négociations en cours entre les deux plus grands partenaires commerciaux du monde n'y font pas exception. Le gouvernement estime cependant que les avantages qui en découleront l'emportent de loin sur les risques encourus. Il serait d'ailleurs bien plus dangereux d'ignorer les forces du changement et les pressions protectionnistes qui font obstacle à notre commerce et à notre croissance économique. Les économistes Richard Lipsey et Murray Smith sont fort explicites sur ce point:

"Cette initiative canadienne n'est pas un acte de désespoir mais de confiance. Un accord canado-américain offre le moyen le plus prometteur d'établir au Canada - comme aux Etats-Unis - une économie plus efficiente, plus souple et plus dynamique, susceptible d'assurer au plus grand nombre un niveau de vie plus élevé et de meilleures possibilités d'emploi".

Pouvons-nous soutenir

la concurrence?

Bien sûr, et nous n'avons cessé de le démontrer. Prenez par exemple le secteur des télécommunications et de l'informatique. Voyez aussi le secteur de l'automobile: grâce à l'accès au marché américain, notre industrie est d'envergure mondiale. Même nos exportations de bardeaux et de bardeaux fendus demeurent concurrentielles en dépit des mesures protectionnistes américaines. Dans un contexte commercial libre et équitable, nous pourrions être encore plus com-

pétitifs. Or, commerce et compétitivité sont synonymes de prospérité.

Qu'en est-il du Pacte de l'automobile?

Le Canada est satisfait du Pacte de l'automobile et ne voit aucune raison de le modifier. Nous sommes certes prêts à discuter de l'industrie automobile puisque ses produits comptent pour le tiers de notre commerce total avec les Etats-Unis. Mais nous ne remettrons pas en cause les avantages que nous procure le Pacte. Nous nous disons qu'il vaut mieux ne pas y toucher puisqu'il fonctionne bien. Par contre, si les Etats-Unis nous font des propositions qui auraient pour effet d'accroître la production, les emplois et les revenus au Canada, nous les étudierons.

Et l'agriculture?

Les principaux problèmes dans ce secteur tiennent au protectionnisme à outrance et à la guerre des subventions entre la Communauté européenne et les Etats-Unis, dont les retombées affectent sérieusement nos marchés d'exportation. La réglementation des subventions et autres questions agricoles est une priorité pour les négociations du GATT. Les progrès que nous accomplirons dans nos négociations avec les Etats-Unis, par exemple sur la définition des subventions admissibles ou la réduction de barrières non tarifaires comme les règlements sanitaires et techniques, pourront être utiles aux négociations multilatérales. Dans le contexte bilatéral, les offices de commercialisation des produits agricoles ne sont pas en cause. Le Canada et les Etats-Unis ont tous deux à cet égard leur propre système qui répond à leurs besoins intérieurs. Les questions agricoles sont essentiellement d'ordre mondial.

N'y aura-t-il pas de perdants?

Dans chaque industrie, il y a des entreprises faibles et des entreprises fortes. L'expansion des débouchés commerciaux serait à l'avantage de unes et des autres. Par contre, le protectionnisme et l'amenuisement des marchés extérieurs finiraient par leur nuire également. Si nous négocions une libéralisation du commerce, c'est pour renforcer encore plus nos entreprises fortes et encourager les faibles à devenir plus compétitives.

Prévoit-on une période d'ajustement?

Tous les accords commerciaux prévoient une période de transition pour permettre aux divers secteurs d'ajuster leurs opérations avant l'entrée en vigueur des nouvelles règles convenues. Tel sera également le cas de tout accord que nous concluons avec les Etats-Unis. En général, la libéralisation du commerce s'échelonne sur une dizaine d'années.

Où est l'intérêt pour les Etats-Unis?

Pour des raisons de politique étrangère, les Etats-Unis ont grand intérêt à cultiver leur relation avec leur allié et voisin du nord. Les échanges commerciaux sont l'ingrédient quotidien de cette relation. Le Canada est le principal débouché des Etats-Unis - l'Ontario à elle seule leur achète plus que le Japon - et aussi le seul pays où leur part du marché ait augmenté récemment. Les Etats-Unis comptent par ailleurs sur de bonnes négociations avec nous pour faciliter la libéralisation du commerce international sous l'égide du GATT: si d'aussi bons amis et voisins effectuent de surcroît le plus fort volume d'échanges au monde ne parviennent pas à triompher du protectionnisme pour établir entre eux un commerce libre et équitable, qui donc y parviendra?

Pouvons-nous conclure une bonne entente?

Nous l'avons fait dans le passé. Le Canada et les Etats-Unis ont une longue tradition d'accords commerciaux mutuellement avantageux, dont le Pacte de l'automobile et les Arrangements de partage concernant la production du matériel de défense. Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous négocions presque en permanence avec les Etats-Unis et d'autres pays pour réduire les obstacles au commerce. Notre expérience de neuf autres accords internationaux conclus en vertu du GATT ne nous donne pas à penser que le plus petit pays est nécessairement le perdant.

En misant sur la libéralisation des échanges, le gouvernement ne s'est pas engagé à l'aveuglette dans une entreprise risquée. Bien au contraire, fort de l'expérience passée, il a choisi d'explorer la voie la plus réaliste qui s'offre - celle de l'expansion du commerce - pour soutenir et stimuler la production et l'emploi au Canada.

Surtout, il ne perd pas de vue l'essentiel: il faut que l'entente serve les intérêts des Canadiens, sinon il n'y aura pas d'entente.

Possession d'armes nucléaires Chevardnadze adresse une sévère mise en garde à la RFA

GENEVE (AFP) — Le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a adressé une sévère mise en garde à la RFA sur la possession d'armes nucléaires en déclarant hier à Genève que les 72 fusées Pershing 1-A installées sur son territoire devraient être éliminées en même temps que les autres missiles nucléaires de portée intermédiaire (INF) au centre des négociations soviéto-américaines.



Edouard Chevardnadze

«Le peuple soviétique n'acceptera jamais que l'Allemagne occidentale devienne une puissance nucléaire», a affirmé le numéro un de la diplomatie soviétique devant la conférence des Nations-Unies sur le désarmement. Une telle situation est selon lui le principal obstacle à un accord sur les INF, car il n'est pas question que les Etats-Unis maintiennent, au lieu de l'option double-zéro que vient d'accepter M. Gorbatchev, cette option «soixante-douze égal zéro».

Le ministre soviétique a annoncé en outre à propos de l'élaboration

d'une Convention internationale sur l'élimination des armes chimiques que son pays reconnaissait la nécessité de rendre juridiquement contraignant dans le cadre d'une telle convention le principe «des inspections par défi sans droit de refus» pour vérifier si les accords sont bien respectés.

Par «inspections par défi», les spécialistes entendent des contrôles surprise sur place, lorsqu'il y a doute sur l'application des accords. A propos des Pershing 1-A — dont les vecteurs sont propriété de Bonn mais dont les ogives sont aux mains des Américains — M. Chevardnadze a indiqué qu'il ne pouvait y avoir «sur terre d'armes nucléaires n'appartenant à personne». «Peut importer à qui appartient le carburant», a-t-il dit.

Selon lui, soit ces missiles appartiennent aux forces américaines, et doivent donc être inclus dans les négociations sur les INF, ce que les Américains refusent jusqu'à présent, soit ils sont propriété de la RFA. Or ce pays n'a «le droit ni légal ni moral d'en posséder» en vertu du Traité de non-prolifération nucléaire, a souligné M. Chevardnadze.

Crise politique

Si ce pays «essaie délibérément de s'arroger de tels droits, si la RFA s'est déjà dotée d'armes nucléaires, alors cela (...) pourra confronter le monde à une crise politique», a ajouté le numéro un de la diplomatie soviétique avant de s'adresser au représentant ouest-allemand pour lui demander «si son pays dispose de systèmes nucléaires dans son arsenal».

Si tel était le cas, «nos alliés pourraient demander l'installation de tels systèmes sur leur territoire et l'Union soviétique pourrait répondre à leur demande», a dit M. Chevardnadze qui s'est également adressé au représentant américain pour lui demander «qui contrôle actuellement les ogives des Pershing 1-A».

L'Union soviétique pourrait ainsi reconsidérer selon lui l'actuelle situation stratégique dans le monde en fonction de la menace de l'acquisition d'armes nucléaires par un pays «on l'on entend même aujourd'hui les slogans fous du revanchisme».

L'Afrique du Sud émet des réserves sur la visite de Clark

LE CAP, Afrique du Sud (AFP) — Le ministre sud-africain des Affaires étrangères, M. Roelof «Pik» Botha, a émis des réserves sur la visite que son homologue canadien, M. Joe Clark, prévoit de faire à la mi-août en Afrique du Sud.

Dans un communiqué publié au Cap, M. Botha déclare qu'il n'est pas souhaitable que le secrétaire d'Etat canadien aux Affaires étrangères se rende en Afrique du Sud pour y confirmer des positions pleines de préjugés ou «pour y faire du cirque». «Si toutefois il s'intéresse encore à la vérité, il est le bienvenu en Afrique du Sud. Nous n'avons rien à cacher».

Le ministre sud-africain a ajouté: M. Clark «devrait apprendre qu'il n'était pas autorisé à donner des leçons. C'est à lui de décider s'il souhaite toujours se rendre en Afrique du Sud».

Quant au secrétaire d'Etat Joe Clark, il se rendra en Afrique du Sud comme prévu la semaine prochaine, malgré la rebuffade que de M. Botha.

Paul Frazer, porte-parole de M. Clark, a indiqué jeudi que l'itinéraire de la visite et les rencontres prévues à l'agenda du ministre Clark n'avaient pas changé. Et M. Clark aura, comme prévu, un entretien avec M. R.F. Botha, celui-là même qui l'a semoncé.

M. Frazer a refusé de discuter des raisons qui ont amené le gouvernement sud-africain à dire à M. Clark qu'il ne serait pas forcément le bienvenu.

Mais M. Clark a fait valoir que Pretoria ne de-

vrait pas se surprendre de la position canadienne contre l'apartheid.

La réaction sud-africaine à l'annonce de la visite de M. Clark a été publiée dans un communiqué émis mercredi soir. Le message n'a pas été transmis par l'habituel canal diplomatique, comme c'est l'usage.

M. Clark, qui prévoit passer en Afrique du Sud dans le cadre d'une tournée de quatre pays africains, entre le 10 et le 15 août prochains, avait demandé à visiter Nelson Mandela dans sa cellule de la prison de Pollsmoor, où le leader noir est emprisonné à vie.

Pas de réponse

A ce sujet, M. Fraser a indiqué que le gouvernement canadien n'avait pas de réponse des autorités sud-africaines. M. Mandela n'est généralement pas autorisé à recevoir des visiteurs de l'étranger.

Le ministre ira également en Côte d'Ivoire, en Zambie et au Mozambique.

M. Clark se rend sur le continent noir afin de préparer deux sommets internationaux qui auront lieu cet automne au Canada: celui des leaders du Commonwealth, et le Sommet de la francophonie.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères souhaite rencontrer M. Botha pour lui faire part personnellement de l'opposition du Canada au régime de ségrégation raciale et pour connaître les intentions de Pretoria quant au démantèlement de l'apartheid.



Joe Clark

«Irangate»: les commissions du Congrès mettent fin à leurs auditions

WASHINGTON (AFP) — Les commissions d'enquête du Congrès sur le scandale de l'«Irangate» ont mis fin jeudi à leurs auditions, en interrogeant à huis clos le responsable des opérations secrètes de la CIA, M. Clair George.

Deux autres cadres de l'agence de renseignement américaine ont également été questionnés, à l'é-

cart des caméras, depuis la fin de la déposition publique du secrétaire à la Défense Caspar Weinberger, lundi: MM. Alan Fiers, chef de la section Amérique centrale, et Duane Clarridge, chef de l'anti-terrorisme.

Des transcriptions de ces trois auditions, expurgées par la Maison-Blanche des détails pouvant mettre

en péril la sécurité des Etats-Unis, seront rendues publiques la semaine prochaine.

Depuis le 5 mai, les commissions du Sénat et de la Chambre ont interrogé 32 témoins, au cours de 44 jours d'audition. Mais pour le président (démocrate) de la commission de la Chambre, M. Lee Hamil-

ton, «il y a beaucoup de pistes qui n'ont pas été poursuivies aussi loin que nous aurions dû le faire».

Selon lui, des questions sont restées sans réponse «pratiquement pour chaque témoin». Le représentant démocrate a notamment regretté que le témoignage des responsables de la CIA n'ait pas permis de clarifier le rôle de l'ancien directeur de l'agence, William Casey.

M. Casey — que le lieutenant-colonel Oliver North avait décrit comme le personnage central de l'affaire — est mort le 6 mai, avant d'avoir témoigné devant les commissions d'enquête.

M. Hamilton s'est également déclaré insatisfait de l'enquête portant sur les aspects financiers du scandale.

Les commissions doivent désormais rédiger leurs conclusions, sous la forme d'un rapport, qui inclura des propositions de modifications législatives destinées à éviter la répétition d'une telle affaire. Ce rapport ne devrait pas être publié avant octobre, a précisé M. Hamilton.

Autour du monde

• La signature n'est pas celle de Demjanjuk

JERUSALEM (AP) — Edna Robertson, une archiviste américaine, a témoigné jeudi lors du procès de John Demjanjuk, accusé d'être «Ivan le Terrible», le gardien bourreau du camp de Treblinka, que l'ancien ouvrier de l'automobile n'est pas l'auteur du paraphe apposé sur une carte d'identité SS à son nom.

Mme Robertson, expert de la défense, a en outre ajouté avoir découvert de récentes traces de falsification sur la carte, qui identifie Demjanjuk comme gardien de camp. Ce document est appelé carte de Trawniki, du nom du camp de formation des gardiens SS.

• 1,700 prisonniers tamouls libérés

COLOMBO (AP) — Le gouvernement sri-lankais a ordonné jeudi la libération de 1,700 prisonniers tamouls en vertu de l'accord de paix destiné à mettre fin à quatre ans de guerre civile.

Le secrétaire de la défense Sepala Attygale a signé une déclaration d'amnistie des prisonniers tamouls détenus dans le sud du Sri Lanka (ex-Ceylan), qui ne seront donc pas jugés.

• Action en justice contre Reagan?

WASHINGTON (AFP) — Plus de 100 membres du Congrès vont tenter une action en justice pour contraindre le président Ronald Reagan à invoquer la Loi sur les pouvoirs de guerre et limiter ainsi sa capacité à maintenir des forces américaines dans le Golfe, a indiqué l'un des promoteurs de cette action, le représentant démocrate Mike Lowry.

Adoptée en 1973 à la fin de la guerre du Vietnam, la Loi sur les pouvoirs de guerre stipule que le président des Etats-Unis ne peut envoyer des troupes dans des zones où elles font face à «un danger imminent» que pour une durée de 60 jours, à moins que le Congrès n'approuve expressément leur présence.

La Maison-Blanche affirme que cette loi ne s'applique pas au déploiement de bâtiments américains dans le Golfe parce que les Etats-Unis sont officiellement neutres dans la guerre entre l'Iran et l'Irak.

• Trop de bustes de Lénine en URSS

MOSCOU (AFP) — Il y a décidément trop de bustes de Lénine en Union soviétique, estime jeudi l'hebdomadaire des jeunes communistes Sobessednik.

Le journal déplore que l'image du «grand chef de la Révolution» d'octobre ait été vulgarisée au point que ses effigies et ses bustes de bronze soient devenus «pour ainsi dire une marchandise de consommation courante». L'hebdomadaire tourne en dérision les références rituelles à Lénine, Marx et Engels dans des ouvrages aussi éloignés du léninisme que des «dissertations sur la chimie».

• Epidémie de choléra au Zaïre

KINSHASA (AP) — Quarante-huit Zaïrois sont morts du choléra ces derniers jours et 328 autres ont été hospitalisés, ont annoncé jeudi les autorités gouvernementales.

L'épidémie se concentre actuellement dans la région du village de Bolobo, le long du fleuve Zaïre, dans l'Ouest du pays, mais quelques cas ont déjà été signalés dans les villes de Lisala et Basankusu, dans le Nord-Ouest du Zaïre. Le ministre zaïrois de la Santé s'est rendu sur place en juin dernier pour décider des mesures à prendre afin d'endiguer l'épidémie, ont ajouté les autorités.

• Pour une suspension de l'aide à Haïti

WASHINGTON (AFP) — Un groupe de 45 membres de la Chambre des représentants s'est prononcé pour la suspension de l'aide militaire américaine à Haïti, à la suite des violents événements survenus ces derniers jours dans ce pays, a-t-on appris jeudi de source proche du Congrès.

Dans une déclaration, qui n'est pas une résolution et n'a pas force de loi, ce groupe de parlementaires, qui compte des républicains et des démocrates, a également appelé les autorités haïtiennes à ouvrir une enquête indépendante sur les affrontements ayant entraîné mort d'homme dans l'île, a-t-on ajouté de même source.

Les parlementaires signataires ont souhaité que le Conseil national de gouvernement (CNG) haïtien redouble d'efforts pour promouvoir une vraie démocratie en Haïti et promis leur soutien total à ces efforts.

Les combats entre les contras et les troupes du Nicaragua ont fait 682 morts en juillet

MANAGUA (AFP) — Les combats entre les troupes gouvernementales et des guérilleros anti-sandinistes au Nicaragua ont fait au mois de juillet 682 morts, parmi eux 494 contras, 149 soldats sandinistes et 39 civils, a indiqué jeudi le ministère de la Défense à Managua.

Au cours du mois, 463 accrochages entre soldats et guérilleros ont eu lieu dans diverses régions du pays, selon un communiqué du ministère qui attribue aux contras la responsabilité de 41 attaques, dont 15 contre des coopératives et des villages, de six sabotages d'installations électriques, de sept embuscades tendues à des véhicules civils et de l'enlèvement de 41 personnes.

Les régions les plus affectées par les combats ont été les départements de Nueva Segovia, Jinotega et Matagalpa, au nord, et les provinces de Chontales et Rio San Juan, au sud du pays, indique-t-on de même source.

Tousjours selon le communiqué, des avions de l'armée de l'air des Etats-Unis ont effectué six vols de reconnaissance au-dessus du Nicaragua, alors que des avions provenant des pays voisins ont violé 82 fois l'espace aérien nicaraguayen dans des missions «d'exploration et

d'appui logistique» pour les contras.

Par ailleurs, la presse locale rapporte jeudi les déclarations d'un officier sandiniste de haut rang selon lequel Managua se transformera au début de l'année prochaine en un «bastion inexpugnable» avec l'arrivée de 50,000 réservistes dans la capitale nicaraguayenne.

Cet officier, le colonel Julio Ramos, chef de la troisième région militaire, a également annoncé que les premiers bataillons de réservistes allaient être envoyés les prochains mois dans les zones de combats, où avaient combattu jusqu'ici seulement les troupes régulières et les appelés du contingent.

Le colonel a en outre averti que des «mesures draconiennes» allaient être prises contre les déserteurs.

Depuis deux ans, le service de réserve est obligatoire au Nicaragua pour tous les hommes âgés de 25 à 40 ans, rappelle-t-on. La direction

Le plan de paix américain présenté comme «une proposition parmi d'autres»

GUATEMALA (AFP) — Les chefs d'Etat de l'Amérique centrale, réunis hier en sommet au Guatemala, se sont efforcés de présenter le plan de paix proposé la veille par les Etats-Unis comme une initiative parmi d'autres.

Dans des déclarations et conférences de presse organisées à leur arrivée dans la capitale guatémaltèque, les présidents des cinq pays concernés — Costa Rica, El Salva-

do, Guatemala, Honduras et Nicaragua — ont tous estimé que le plan du président Ronald Reagan contenait des «éléments positifs».

Le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, a réaffirmé la disposition de son gouvernement d'entreprendre immédiatement et sans conditions des négociations avec Washington. «Nous pourrions nous rendre à Washington dès la fin de cette conférence pour engager le dialogue», a-t-il dit.



Daniel Ortega

Le responsable du gouvernement sandiniste de Managua a ajouté qu'un refus de la part des Etats-Unis serait interprété comme une preuve que cette initiative n'aura été formulée «que dans un but publicitaire pour impressionner le peuple américain et pour préparer le renouvellement de l'aide aux contras».

Le président costaricien, M. Oscar Arias, dont le plan de paix constitue le thème central de l'agenda officiel du sommet, a estimé, à l'instance de ses collègues, que le plan américain «est une proposition parmi d'autres».

«Ce n'est pas ce qui est sur la table de négociations ici», a-t-il ajouté, «et nous sommes tous d'accord là-dessus». Soulignant le fait que le plan de M. Reagan constitue une proposition bilatérale alors qu'il s'agit, au cours de ce sommet, d'élaborer des solutions pour tous les conflits de la région, M. Arias n'en a pas moins offert aux gouvernements de Managua et de Washington d'entreprendre leur dialogue dans une ville du Costa Rica, si cela pouvait faciliter les choses.

**l'achat d'une fourrure...
plus qu'une question de choix,**



**UNE AFFAIRE
DE
CONFIANCE!**

La confiance est indispensable à un tel achat.

Confiance dans la **QUALITE,** les **VARIETES** proposées, les **PRIX** très compétitifs et enfin confiance dans le **SERVICE APRES-VENTE**

Une maison de confiance établie depuis 1950, fière de répondre aux goûts classiques ou avant-gardistes de sa clientèle.

365, Alexandre, Sherbrooke, Québec
J1H 4S9
(819) 562-6898

la tribune vivre en 87



Les grands-parents trop indulgents avec leurs petits-enfants, c'est là un problème vieux comme le monde, soutiennent les psychologues. Olga et John Serediuk, d'Hamilton, joue avec leur petit-fils Jonathan sous le regard de sa mère Dolly.

Les grands-parents trop indulgents avec leurs petits-enfants Les parents devraient éviter de soulever le conflit devant leurs enfants

par Judy CREIGHTON de la Presse Canadienne
Agé de deux ans, le petit Jonathan est au lit à 20h30 ou 21h au plus tard, lorsqu'il est à domicile. En visite chez ses grands-parents, toutefois, il se couche rarement avant 22h ou même 23h.

La situation enrage sa mère, Dolly Spadaro. "Pourquoi mes parents — qui nous ont inculqué une discipline très rigide lorsque j'étais enfant — changent-ils subitement les règles envers leurs petits-enfants, maintenant qu'ils sont grands-parents?", se demande-t-elle.

C'est là un problème vieux comme le monde, soutiennent les psychologues qui doivent parfois arbitrer les conflits entre parents et grands-parents sur des questions pertinentes à l'éducation des enfants.

Pour les parents, éduquer un enfant est autant un défi qu'une grande joie. Pour les grands-parents, toutefois, l'arrivée d'un petit-enfant leur fait jouer un rôle totalement différent, rôle défini seulement par leur amour naturel et leur grande indulgence.

Un grand-père de 52 ans, attablé dans un fast-food avec son petit-fils de trois ans, les deux en train de déguster un hamburger, explique très bien le phénomène: "Je n'aurais jamais conduit mes enfants dans une telle place. Avec mon petit-fils, c'est différent. C'est une façon pour nous de nous retrouver tous les deux. Pourtant, je sais bien

que ses parents désapprouvent."

"Les grands-parents sont beaucoup plus indulgents et cèdent plus facilement à leurs petits-enfants, dans l'espoir de leur faire plaisir", reconnaît le Dr David Factor, psychologue du Centre médical d'Étobicoke, près de Toronto.

"Les grands-parents désirent avant tout que toute relation avec leurs petits-enfants soit perçue de façon positive. Ils ont aussi tendance à céder facilement devant les demandes de leurs petits-enfants du fait qu'ils les voient moins souvent."

Le Dr Stephen Springer, psychologue du Centre George Hill, à Toronto, ne voit rien de répréhensible à ce que les grands-parents soient indulgents envers leurs petits-enfants.

"Pourquoi pas?", se demande-t-il. "Ils ne vivent pas avec ces enfants, si bien que leurs relations sont différentes et plus détendues que celles que les parents entretiennent avec leurs enfants."

Selon le Dr Springer, d'ailleurs, les problèmes qui surgissent entre parents et grands-parents découlent de conflits latents qui n'ont souvent rien à voir avec les enfants eux-mêmes.

"Les parents qui blâment les grands-parents et les critiquent pour la façon dont ils traitent leurs petits-enfants ne font souvent que manifester ainsi leurs frustrations. Les enfants ne sont que le véhicule par le biais duquel ils se défont."

Selon lui, les véritables problèmes surgissent lorsque les enfants sont témoins de ces conflits entre parents et grands-parents.

"Les enfants peuvent alors manipuler leurs aînés et acquérir une grande puissance. Ils feront jouer les parents contre les grands-parents et inversement, ce qui peut

provoquer chez eux des troubles de comportement."

Selon le Dr Factor, lorsqu'un tel problème surgit, il est sage que parents et grands-parents se réunissent pour évaluer la situation et réaliser qu'ils font face à un problème susceptible de prendre des proportions graves.

"Les parents doivent tenter de comprendre le besoin d'affection des grands-parents. En retour, ces derniers doivent réaliser qu'ils peuvent nuire à l'harmonie qui doit régner dans l'éducation des enfants et doivent être prêts à accepter les critiques constructives."

NOUVEAU

Le Salon Martine désire vous aviser de leur nouveau SERVICE DE COIFFURE POUR DAMES A DOMICILE

- Coupe
- Mise en plis
- Permanente etc.

Nous fournissons les produits et l'équipement nécessaire. Pour informations et rendez-vous 562-0248

26517

MANUFACTURIER DE STORES



MAGASIN A ESCOMPTES

Pourquoi payer plus cher? Nous fabriquons nos stores avec des produits de base de PREMIÈRE QUALITÉ

Ex.: 75 x 84 P.V.C.	59.95\$
75 x 84 Tissue	99.95\$
Horiz.: 30 x 48 alum.	49.95\$

Nous fabriquons nos stores (pas d'intermédiaire)

ATELIER DU STORE inc.

133, rue Alexandre, Sherbrooke — 562-2109

42 ans après l'hécatombe nucléaire

Les rescapés pleurent encore à Hiroshima

HIROSHIMA (AFP) — Les rescapés de la bombe atomique d'Hiroshima ont pleuré encore une fois hier, comme si c'était le lendemain de la tragédie, en commémorant le 42ème anniversaire de l'hécatombe nucléaire.

Une centaine des 270.000 survivants étaient assis aux premiers rangs, près du monument consacré aux victimes, sur la grande esplanade de la ville martyre où, à 580 mètres d'altitude, "Little Boy" avait éclaté le 6 août 1945 à la température de 7.000 degrés.

Derrières eux, 60.000 "pèlerins de la paix", japonais et du monde entier. En face, le premier ministre Yasuhiro Nakasone qui, après avoir déposé sa couronne de chrysanthèmes blancs et jaunes, les couleurs du deuil, a promis solennellement — "ce jour ou 5 milliards de personnes regardent à Hiroshima en priant pour l'avenir de l'homme" — qu'il fera tout son possible afin qu'une tragédie pareille ne se reproduise jamais plus.

Le premier ministre a souhaité que les deux superpuissances parviennent au plus tôt à l'accord annoncé sur les missiles à moyenne portée. "J'espère, a-t-il déclaré, que les expériences tragiques d'Hiroshima et de Nagasaki restent à jamais comme une sonnette d'alarme pour l'humanité toute entière d'aujourd'hui et de demain".

Pendant que des groupes de droite manifestaient tout au fond du parc, en criant que "l'URSS est le seul pays à profiter du mouvement pacifiste", et alors que des manifestants de gauche accusaient Nakasone de souhaïter le réarmement du pays, le premier ministre a réaffirmé que son gouvernement respectera la constitution japonaise interdisant la bombe atomique, et poursuivra dans ses efforts pour l'élimination totale des armes nucléaires dans le monde.

Un poème

M. Nakasone a lu un poème 'Haiku', composé par lui-même: "Pour offrir une prière sincère — une journée chaude — est arrivée encore une fois".

Une minute de silence a suivi. Il était 08H15, l'heure même où — un jour aussi chaud et lourd que ce 6 août — le ciel d'Hiroshima avait été déchiré par une boule d'uranium de 15 kilotonnes, lâchée par un B-29 américain depuis 9.000 mètres d'altitude.

1.500 colombes ont été libérées et la flamme s'est levée très haute sur la lampe près du monument. La cloche d'Hiroshima, que 28 millions de visiteurs font retentir depuis 32 ans en priant pour la paix, a sonné longuement le glas, pendant que la foule chantait l'hymne à la paix d'Hiroshima. Le maire, des rescapés, un délégué de la

ville de Volgograd, en URSS, jumelée avec Hiroshima ont fait de déclarations et déposé des couronnes.

Des dizaines de milliers de personnes venues du monde entier ont visité le parc, dont les monuments évoquant la tragédie étaient couverts de fleurs et de grappes de milliers de petites grues bariolées en papier confectionnées par les jeunes Japonais.

Les représentants religieux — chrétiens, bouddhistes, shintoïstes, musulmans, juifs, hindous — qui ont participé à la journée mondiale de prière pour la paix du mont Hiei, ont prié chacun selon son rite devant le tertre funéraire où les restes méconnaissables des premières victimes inconnues de la bombe atomique avaient été entassées à quelque pas de la rivière Otagawa.

Quand tu vis un moment difficile et que tu as besoin de parler. A Secours-Amitié il y a quelqu'un pour l'écouter.

UNE LUEUR D'ESPOIR... SECOURS / AMITIÉ

poste d'écoute: 564-2323
Sans frais d'appel: LAC-MÉGANTIC RICHMOND-ASBESTOS
Composez 0 et demandez Zenith 5-3060

A TOUTE HEURE DU JOUR ET DE LA NUIT

En bref

• Un club de l'âge d'or très heureux

L'organisme "Nouveaux horizons" vient d'octroyer une subvention de 3 000 \$ au Club de l'âge d'or du Lac Drolet. Le président du club, Lucien Morin, se dit aussi très heureux de l'aide substantielle du député fédéral de Mégantic-Compton-Stanstead, François Gérin.

• Tournée régionale

L'Association de la sclérose en plaques de l'Estrie effectuera une tournée régionale du 17 août au 2 septembre prochain. Elle visitera huit villes de l'Estrie, afin d'informer et de soutenir les personnes atteintes de cette maladie et leurs proches. Les rencontres d'information se dérouleront à Coaticook, Valcourt, Weedon, Lac-Mégantic, Asbestos, East-Angus, Windsor et Magog.

• Rencontre des familles Giguère

Les familles Giguère organisent une journée d'activité et de rencontre pour tous les descendants de Robert Giguère, à l'Auberge de la Basilique de Sainte-Anne de Beaupré, le samedi 29 août à 9h. Plusieurs activités de tous les genres sont prévues.

• "Partageons avec les aînés"

Secours aux aînés, une filiale de la Fondation

CARITAS
à votre service depuis 30 ans.

LIQUIDATION

FERMETURE DU MAGASIN SAMEDI LE 8 AOÛT 87

DERNIERE CHANCE AUX FUTURES MAMANS

PLUSIEURS MODÈLES DE:

JOUETS COUCHETTES BUREAUX TABLES A LANGER POUR BEBES

FAUT VOIR AVANT LA FERMETURE!

AUCUNE OFFRE RAISONNABLE REFUSÉE

MEUBLES TOM-POUSSE

Promenades King - Sherbrooke, 821-2248

Soyez belle...

et confortable à bas prix!

VENTE... VENTE
GROUPE DE COORDONNES
40% DE RABAIS
AUTRES ARTICLES
10 A 40%
VENTE... VENTE



Prix en vigueur du 3 au 8 août 87

UNIFORMES LES COLLECTIONS INC.
1167, 12e Avenue Nord, Fleurimont, 821-2526
Voisin du Plateau Viger

la tribune de tout... et de tous...

RETEVEMENT ICHMOND INC. — Renovation — Isolation — Toiture
 Composés sans frais 1002, rue Belmont MELBOURNE 21917
 1-800-567-6033 828-3807

La vie dans les Cantons



Bizarreries

Des ponts à vendre

AMERSFOORT (AP) — Qui n'a jamais rêvé d'acheter un pont d'occasion Appelez donc la Banque du Pont, qui vous trouvera en pianotant sur son ordinateur l'affaire du siècle, parmi une liste de 100 ponts de seconde main à vendre. Dans ce pays où l'industrie du

pont revêt une importance vitale — il y a 600 ponts dans la seule ville d'Amsterdam — la banque se propose d'être un intermédiaire entre acheteurs et vendeurs, en prélevant une commission de cinq pour cent.

travaux publics DHV, fondatrice de la banque, l'année dernière.

Les tarifs? Cent mille florins (environ 65,000 \$ can.) pour un pont de 10-20 mètres, précise M. Markus, en soulignant que la construction d'un pont neuf de taille équivalente coûterait probablement trois à cinq fois plus cher.

Pour l'instant, la banque n'a à son actif que la vente d'un pont de bois, acquis par un club moto d'Heerde, dans l'Est du pays.

La Tribune salue



Monique Gagnon Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine et députée de St-François, qui sera la présidente d'honneur du tournoi de golf annuel de la Chambre de commerce de Sherbrooke.

Carnet communautaire

Le Club d'âge d'or "Les swingers" organise un "bal de coton", le samedi 8 août, au gymnase de l'école Sainte-Famille de Sherbrooke. Une danse avec orchestre est prévue.

La Légion royale canadienne présente son huitième "Super steak party", le samedi 8 août, à la filiale numéro 10 de Sherbrooke, à 17h. Jimmy Waite, joueur de hockey, est attendu comme invité d'honneur.

Notes d'histoire

Né à St-Ludger en 1907, il a été admis à la pratique du notariat en 1931, après des études classiques au Collège de Montréal et des études de droit à l'Université Laval. Il a exercé sa profession à Asbestos où il a joué un rôle de tout premier plan au sein de plusieurs organismes à vocation économique et communautaire. Un des fondateurs de la Jeune chambre d'Asbestos, il a présidé la Fédération des Jeunes chambres des Cantons de l'Est et a aussi été le premier président de la Chambre de commerce d'Asbestos. Il a été directeur de la Caisse populaire d'Asbestos de 1937 à 1953. Il a été maire d'Asbestos de 1961 à 1968, jouant, au cours de cette période, un rôle influent comme membre du Conseil économique régional des Cantons de l'Est. Il est décédé au début de la décennie.

Réponse à la question de jeudi: Roger Métras.

Famili-Foire

Une Famili-Foire pour les citoyens du quartier Nord, a eu lieu récemment au Parc Jacques-Cartier. Plusieurs activités étaient au programme dont ce jeu de la pomme. Sur la photo, les participants sont Maude André, Julie Pellerin et Maxime Fabi.

(Photo La Tribune par Claude Poulin)

Ephémérides

C'est le vendredi 7 août 1987, 219ème jour de l'année. Fêtes à souhaiter: Gaétan de Thienne (fondateur des Théatins, il travailla à la mise en oeuvre de la Contre-Réforme en Italie, mort en 1547), Gaétane.

Anniversaires historiques

- 1986 — Bicentenaire de la première ascension du Mont-Blanc par Jacques Balmat et le Dr Michel Gabriel Paccard.
- 1985 — Le président Mitterrand réclame une enquête rigoureuse sur l'affaire du Rainbow-Warrior.
- 1979 — Le couple Cossette-Trudel reçoit une sentence de deux ans moins un jour de prison, pour avoir participé à l'enlèvement du diplomate britannique James Cross, en octobre 1970.
- 1971 — Les trois astronautes d'Apollo XV regagnent la Terre après leur voyage sur la Lune.
- 1964 — Fondation de la République populaire du Congo.
- 1957 — Mort de l'acteur Oliver Hardy, né en 1892, qui formait avec Stan Laurel (1890-1965) le fameux duo comique du cinéma américain.
- 1945 — L'URSS déclare la guerre au Japon, sept jours avant la reddition japonaise.
- 1942 — Les forces américaines débarquent à Guadalcanal durant la guerre du Pacifique.
- 1919 — William Lyon Mackenzie King devient chef du Parti libéral fédéral.
- 1804 — La flotte américaine bombarde le port méditerranéen de Tripoli.

Ils sont nés un 7 août:

- La danseuse et espionne Mata Hari (1876-1917)
- L'homme d'Etat américain Ralph Bunche (1904-1971)
- L'acteur et metteur en scène français Jean-Louis Barrault (1910)

PENSÉE DU JOUR

Un homme avec Dieu est toujours dans la majorité. (John Knox)

Soyez juge

Par Me André Collard

en collaboration avec Me MICHELINE PLANTE

Une municipalité est-elle responsable si un sabot de Denver est posé par erreur?

FAITS:

Les faits soumis au Tribunal sont les suivants: Un propriétaire de taxis s'est vu posé un sabot sur son véhicule-taxi alors qu'il était stationné en face de son domicile. Le sabot n'a été enlevé que le lendemain, de sorte qu'il a perdu des revenus, le taxi étant immobilisé. L'ancien propriétaire du véhicule avait commis de nombreuses infractions avec ledit véhicule pendant qu'il en était propriétaire et c'est pourquoi le sabot avait été posé. La ville ignorait que le véhicule avait été vendu. Le propriétaire de taxi prend action contre la municipalité pour perte de revenus et atteinte à sa réputation.

QUESTION:

Pensez-vous la municipalité responsable des dommages causés par cette erreur?

DECISION:

L'action fut accueillie et la municipalité condamnée à payer 1,335 \$.

MOTIFS:

La Municipalité est responsable de sa faute. Son erreur a occasionné au monsieur une perte de revenus pendant deux jours. De plus, la faute des employés de la Ville a causé des désagréments certains au chauffeur de taxi et porté atteinte à sa réputation. Une indemnisation est accordée pour perte de revenus, perte de réputation temporaire et préjudice moral important.

Pour obtenir copie de ce jugement, veuillez en faire la demande à: Centre Communautaire Juridique de l'Estrie
 a/s: Denise Bachand
 225 rue King ouest, bur. 234
 Sherbrooke (Québec)
 J1H 1P8

Les visites à La Tribune

Etudiants "Ateliers d'orientation au travail"

Un groupe d'étudiants dans les ateliers d'orientation au travail, a pris connaissance des implications des divers services, dans la fabrication du journal La Tribune.

Dans l'atelier de production, à l'arrière du typographe Gaston Lachapelle de La Tribune, nous voyons de gauche à droite: M. James-Lee Fortier, Mlle Debbie Clark, M. Kevin Fraser, Mlle Nancy Wilson, M. Jerry Patterson, M. Chris Grey, Mlle Jackie Malboeuf, M. Dany Boisvert, Mlle Héliane Gagné, responsable, M. Marco Blanchette et M. Joey Bélanger.



(Photo La Tribune par Claude Poulin)

Sunbeam
VENTE DE B.B.Q. AU GAZ PROPANE



\$289⁹⁵ Sun 474

- 2 brûleurs en acier inoxydable
- 40 000 BTU
- 504 po. carrés
- Grilles en porcelaine, 2 positions
- Indicateur de température
- Allumeur automatique
- 3 tablettes

INCLUS:

- réservoir
- rôtisserie
- jeu d'ustensiles "Non stick"
- bruschettes (6)
- brosse
- housse longue en cuirette

Disponibles en magasin: vaste choix d'accessoires. Paniers à poulet et côtes levées, plaques à cuisson, etc. Pièces pour autres compagnies disponibles

GARANTIE
 2 ans 3 ans 5 ans
TAUX DE TAUX
 1 ANNEE DE GARANTIE

Grilles de fonte disponibles

SERVICE SUR PLACE

Le seul dépositaire Sunbeam à Sherbrooke



Centre de Service M.S. inc.



Vente et réparation de petits appareils électriques

843, rue King Ouest.
 Près de la basil. Queen

(819) 569-7406 — 564-8644

REDECouvrez L'EXPO DE SHERBROOKE!

DU 14 AU 23 AOÛT 1987

UNE PREMIERE AU QUEBEC:
COURSE DE PORCS
 A TOUS LES JOURS



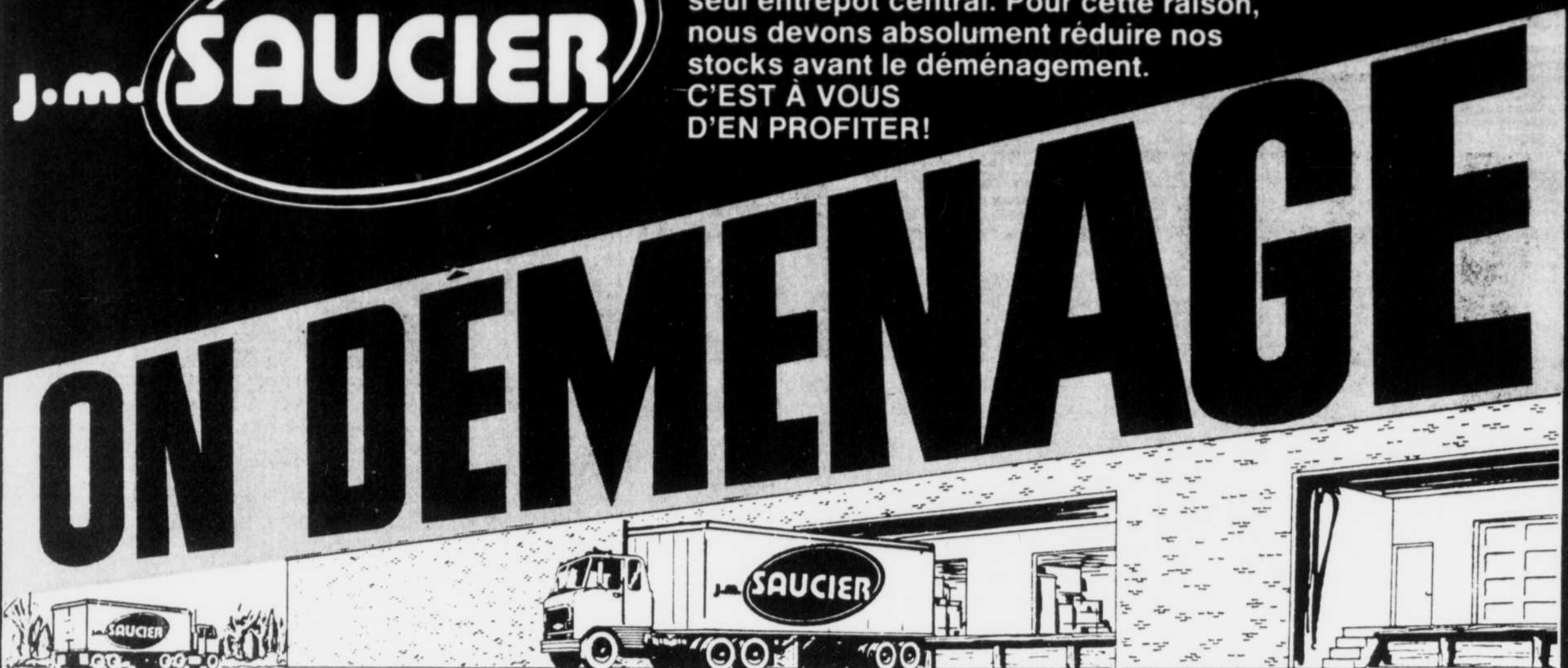
NOUVEAUX PRIX D'ENTREE





ON DÉMÉNAGE

La plupart de nos entrepôts seront regroupés dans un seul entrepôt central. Pour cette raison, nous devons absolument réduire nos stocks avant le déménagement. C'EST À VOUS D'EN PROFITER!



PLUS DE SPÉCIALISTES POUR VOUS CONSEILLER

Ce que la compétition ne peut vous donner, J-M SAUCIER vous l'offre durant cette vente.

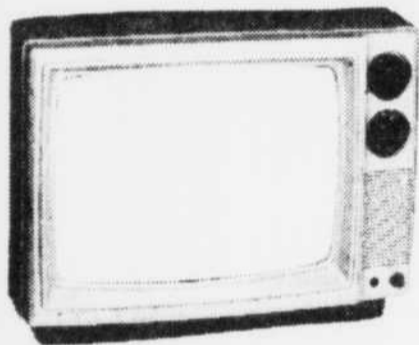
- Des prix jamais vus à date
- Des produits électroniques de haute qualité
- Un service 5 étoiles exclusif
- Un choix de 87 marques reconnues

COMMENCEZ A PAYER EN 1988

- ★ Aucun acompte
- ★ Aucun intérêt
- ★ Aucun paiement avant 1988

Payez seulement en 1988.

Sur item sélectionné en magasin et conditionnel à l'approbation du crédit.

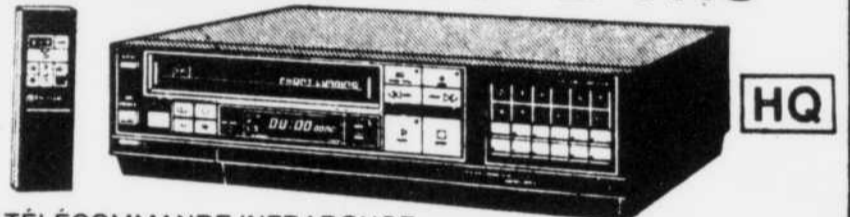


TÉLÉCOULEUR 20"

- Allumage rapide
- Syntonisation VHF-UHF
- 100% transistorisé

275⁹⁹\$

MAGNÉTOSCOPE VHS



- TÉLÉCOMMANDE INFRAROUGE À 11 FONCTIONS
- CÂBLOSÉLECTEUR INTÉGRÉ
- REBOBINAGE AUTOMATIQUE
- PROGRAMMABLE SUR 14 JOURS

347⁹⁹\$

CREDIT INSTANTANE JUSQU'A \$1500

(Crédit disponible même sur les articles réduits).

Du personnel en financement sur place pour mieux vous servir.



GF-3939 RADIO PORTATIF

- AM / FM STÉRÉO
- CASSETTE AVEC ARRÊT AUTOMATIQUE
- MICRO INCORPORÉ

57⁹⁹\$



MODÈLE SCR-090

- RADIO AM / FM STÉRÉO
- CASSETTE AVEC ARRÊT AUTOMATIQUE
- CONTRÔLE DE TONALITÉ
- 2 HAUT-PARLEURS, 3 VOIES 6 X 9, 100 WATTS

67⁹⁹\$

CONVERTISSEUR



- TÉLÉCOMMANDE INFRAROUGE A ACCÈS DIRECT
- SYNTONISATION ÉLECTRONIQUE
- CAPACITÉ 60 CANAUX

77⁹⁹\$



TV 12"

TÉLÉVISEUR 12" N/B

- Syntonisation VHF / UHF
- 100% transistorisé

87⁹⁹\$



HITACHI LA SCIENCE AU SERVICE DES SENS

MODÈLE DE-17

- MAGNETOCASSETTE STÉRÉO
- DOLBY B
- SÉLECTEUR DE RUBAN
- NIVEAU D'ENREGISTREMENT

97⁹⁹\$



LECTEUR AU LASER

- ACCÈS FRONTAL
- LECTURE À 3 FAISCEAUX
- PROGRAMMABLE
- AFFICHAGE NUMÉRIQUE

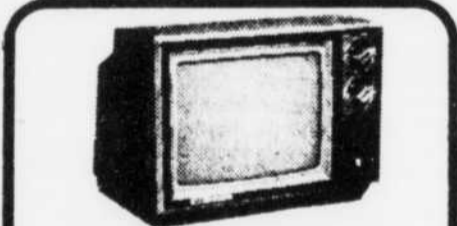
147⁹⁹\$

FOUR MICRO-ONDES



- CAPACITÉ 0.4 PIED CUBE
- PUISSANCE DE 500 WATTS
- PLATEAU AMOVIBLE
- MÉCANISME D'ARRÊT AUTOMATIQUE

157⁹⁹\$



TÉLÉCOULEUR 14"

- Syntonisation VHF / UHF
- 100% transistorisé

197⁹⁹\$

HITACHI

50 WATTS

DOUBLE CASSETTE

- 25 watts par canal
- Syntonisateur au quartz
- Magnétocassette double
- Égalisateur à 5 bandes
- Table tournante semi-automatique
- Cabinet audio LACK-MD-28
- 2 haut-parleurs modèle HSP-MD-28

PAYEZ EN '88!

\$599⁹⁹

NOUVEAU 1988

SYSTEME MD-26

Quasar

Télécouleurs

- Stéréocompatibilité
- Écran à angles droits
- Télécommande 10 fonctions
- Prises d'entrée audio / vidéo

649⁹⁹\$

PAYEZ EN 88!

HITACHI VIDEO - VHS 1988

MODÈLE VT-2130

HQ

4 TÊTES

- Prog. 14 jrs / 4 prog.
- Programmation digitale sur la télécommande
- GRATUIT: 400\$ en location de films*

PAYEZ EN 88!

699⁹⁹\$

*Détails en magasin

Panasonic

Caméscope VHS

Modèle PV-210K

- Mise au foyer automatique
- Système "Omnivisions" VHS
- Objectif à focus variable 6:1
- Automatique avec fonction macro
- Tube-analyseur Newvicon

500\$ COMPTANT \$1,699⁹⁹

J.M. SAUCIER

Les illustrations peuvent différer des modèles en vente.

2300 OUEST, RUE KING - SHERBROOKE
76, 12e Avenue Sud 563-9191

SERVICE ★★★★★

- Équipe de techniciens qualifiés
- Équipement de réparation ultra-moderne, supérieur aux normes de l'industrie
- Garantie de service sur la plupart des marques
- Réparation d'articles non garantis
- Flotte de camions de service pour service à domicile

SANS FRAIS

Utilisez votre carte de crédit sans frais. Demandez votre carte J.M. Saucier.

80 MOIS DE GARANTIE

Tranquillité au foyer

Pour votre tranquillité d'esprit J.M. Saucier vous offre son service ★★★★★ ainsi que 80 mois de garantie à domicile sur pièces et service moyennant un supplément.